



Etablissements de santé

Lundi 23 octobre 2023

## Gaza sous les bombes : halte au massacre du peuple palestinien !

*Les Gazaouis privés depuis 75 ans de terre, et depuis le 9 octobre d'eau, d'électricité et de gaz vivent à l'heure des sirènes. Bombes au phosphore blanc, immeubles effondrés, destruction d'hôpitaux et de lieux de cultes, exodes... sont maintenant leur quotidien. Macron espérait étouffer toute expression de solidarité à leur égard. Mais les manifestations ont quand même eu lieu, et suite à l'opiniâtre bataille menée par plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine et organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, les tribunaux ont dû annuler les interdictions de manifester voulues par Darmanin. Dimanche 22, un rassemblement à Paris a réuni entre 15 000 et 30 000 personnes. Rendons-nous encore plus massivement aux prochains rassemblements !*

### **Solidarité internationale**

Au Caire, à Alger ou à New York, des dizaines de milliers de musulmans, chrétiens, juifs ou athées se mobilisent contre le carnage que subit le peuple palestinien. En Égypte, le dictateur Al-Sissi (décoré de la légion d'honneur par Macron), allié d'Israël et ennemi des Palestiniens qu'il assiège en refusant d'ouvrir la frontière de Rafah, a dû autoriser la première manifestation, lui qui les avait toutes interdites depuis 2013. Au cours de celle-ci les classes populaires égyptiennes ont pu exprimer leur soutien à leurs sœurs et frères palestiniens. Une même indignation a conduit des centaines de Juifs américains à occuper le Capitole à Washington et à affronter la police pour dénoncer les crimes commis en leur nom par l'État sioniste.

### **Qui terrorise qui ?**

En France, le gouvernement ne se saisit pas seulement du conflit pour réaffirmer son soutien à son allié impérialiste dans la région ; il accentue son cours autoritaire. Les rassemblements en solidarité avec les Palestiniens sont interdits car assimilés à un soutien au Hamas. Dans le Nord, un tract de la CGT rappelant « les horreurs de l'occupation illégale » de l'État hébreu, assimilé à de l'apologie du terrorisme,

a valu au secrétaire départemental de la CGT, interpellation et mise en garde à vue !

« Terrorisme » : aujourd'hui, ce mot est utilisé pour nous faire taire sur la Palestine. Mais Macron veut restreindre la liberté d'expression en général et faire taire toutes les dissidences.

La terreur est pourtant leur arme, pas la nôtre. Le gouvernement israélien invite la population de Gaza à fuir le nord d'une bande de terre de 35 kilomètres et bombarde le sud. Et quand les impérialistes français ou américains justifient leur appui à Netanyahu au prétexte du terrorisme du Hamas (une organisation obscurantiste qui ne représente en rien les intérêts du peuple palestinien), c'est pour masquer le terrorisme d'État qu'Israël accomplit avec ses énormes moyens militaires.

### **Et nous ?**

Face à tout cela nous, travailleurs, que pouvons-nous faire ? D'abord dénoncer collectivement ce massacre. Notre malaise individuel deviendra une force si on se regroupe, internationalement. Les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun État capitaliste, qu'il soit du Moyen-Orient ou d'Occident. L'écrasante majorité de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Une partie sont des ouvriers, travaillant dans les usines israéliennes où ils côtoient les travailleurs juifs ou arabes israéliens, et les travailleurs immigrés venus d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, soumis eux aussi à l'exploitation patronale. Leur sort résonne à cette heure dans l'esprit des travailleurs d'Algérie, du Liban et de tant d'autres pays. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », écrivaient en 1848 Marx et Engels, les auteurs du *Manifeste du parti communiste*... Et les Palestiniens moins encore que les autres. Rien ne ferait plus peur aux classes dominantes que l'union des exploités, quelles que soient leurs convictions religieuses, leur langue ou leur nationalité : seule la puissance sociale du monde du travail pourra renverser le colonialisme et l'oppression !

## **Augmenter les prix et les profits... mais surtout pas les salaires ?**

Si l'on en croit les dires du gouvernement, ce sont les augmentations de salaires qui alimenteraient l'inflation. Tous les patrons sont donc ligüés pour les éviter. Bientôt ils nous feront croire que ce sont nous, les travailleurs, les responsables de l'inflation et de notre appauvrissement. Pourtant, loin d'être excessive, la consommation des ménages n'a cessé de dégringoler depuis deux ans sous l'effet de l'inflation et se situe aujourd'hui 5 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie.

### **La lutte des classes, jusque dans notre assiette**

Ceux qui décident de la valse des prix, ce sont d'abord les patrons. Ce sont eux qui ont profité des pénuries provoquées par la pandémie, puis par la guerre en Ukraine, pour faire monter les prix dans les secteurs les plus touchés, comme le transport maritime, la sidérurgie, l'électronique, l'énergie ou la production céréalière. Puis l'ensemble du patronat s'est passé le mot, le coût des matières premières servant de prétexte à accroître les marges. L'inflation actuelle est surtout celle des profits des grands groupes, qui battent des records. Le patron de TotalEnergies tente de nous émouvoir sur la vente à perte que le gouvernement voudrait lui imposer, mais, avec 11,5 milliards de bénéfices net au premier semestre 2023, le groupe est bien loin de vendre ne serait-ce qu'à prix coûtant. Les barons du CAC40 ont encore augmenté leurs bénéfices de 11 % en début d'année, alors même que les ventes diminuent. La nouvelle stratégie patronale pour maximiser les profits se résume à : vendre moins... mais plus cher !

### **Prix des médicaments : tout et son contraire**

Le gouvernement a accepté de renégocier « la clause de sauvegarde », une taxe sur les ventes de médicaments en fonction du chiffre d'affaires, avec les labos pharmaceutiques, en échange « d'éventuelles baisses du prix des médicaments » mais sans aucune garantie ! Car ces industriels se plaignent déjà que les prix sont trop bas pour eux en France. De son côté, le Sénat, dans un récent rapport, préconise une... hausse du prix des médicaments ! Nous prendrait-on pour des billes ?

### **Le rêve américain, un exemple ?**

Du 4 au 6 octobre, aux États-Unis, 75 000 soignants et soignantes employés par Kayser Permanente (plus grand groupe privé du secteur de la santé) se sont mis en grève. Un tel rassemblement de masse est une grande première aux États-Unis : c'est tout simplement la plus grande grève de l'histoire des luttes de la santé de ce pays. Le groupe privé, qui a déclaré plus de 3 milliards de dollars de bénéfices au cours du semestre 2023, préfère les partager avec les cadres supérieurs plutôt qu'avec les soignants ! Les soignants en lutte, exténués par leurs conditions de travail, demandaient une augmentation de salaire de 6 % pour s'aligner sur l'inflation, de meilleures conditions de travail, et une prestation médicale pour le personnel retraité du secteur. Après le Royaume-Uni, l'Argentine, et maintenant les États-Unis, à quand une grève de grande ampleur ici en France pour, nous aussi, dénoncer nos conditions de travail et faire valoir ce qui est de droit ?

### **Santé : le secteur privé montré du doigt**

La Cour des comptes vient de publier un rapport sur l'état du secteur de la santé. Elle dénonce à cette occasion le secteur privé qu'il faut selon elle inciter, « voire contraindre », à jouer le jeu de la permanence des soins, notamment le week-end et lors des vacances d'été et de fin d'année. Ce que, à l'évidence, il ne fait pas, malgré le fait qu'il est largement financé par l'argent public, notamment via la Sécurité sociale. Les « sages » préconisent de conditionner les autorisations d'exercer délivrées par les Agences régionales de santé à cette participation du privé aux soins pour tous. Et de conclure : « Tout établissement de santé autorisé et financé par la solidarité nationale doit participer à la mise en place effective d'un service public hospitalier performant. » Un vœu pieux, car ce qui motive le secteur privé hospitalier c'est d'abord et avant tout la recherche du profit, pas le service aux malades.

